

# **Pour un renforcement des liens internationaux avec les organisations étudiantes de lutte**

Union syndicale étudiante

04 mai 2013

Le mouvement étudiant international fait face à des politiques néolibérales identiques, tant à l'échelle européenne qu'internationale. Ces politiques sont élaborées et appliquées depuis les plus hautes institutions internationales telles que le Groupe de Bologne, l'OMC, le G8, le G20... Le Processus de Bologne en est aujourd'hui le meilleur exemple : celui-ci met en place les conditions de création d'un marché de l'enseignement supérieur, d'où viennent l'ensemble des attaques sur l'enseignement public en Europe. C'est aujourd'hui le cadre de référence visant à mettre en place une industrie de l'éducation qui soit la plus rentable possible. Ces politiques ont pour but de transformer notre système d'enseignement en un marché concurrentiel et nos institutions scolaires en fabriques de travailleurs intellectuels dociles, imprégnés de culture néolibérale. Concrètement, les gouvernements prennent des mesures de réduction de financement public, d'ouverture aux subsides privés, d'adaptation des formations aux besoins des entreprises, d'externalisation-privatisation des services sociaux étudiants (restaurants, logements, soins de santé) et de mise en concurrence des différentes institutions d'enseignement entre elles, à travers l'adoption de divers systèmes d'harmonisation (crédits ECTS, modèle Bac-Master-Doctorat) et d'évaluation (rankings). La vision néolibérale de l'éducation, dont Thatcher fut le fer de lance, est aujourd'hui étendue à tous les pays du monde et frappe les étudiant-e-s par l'augmentation des frais d'inscription (Québec, ...), la sélection à l'entrée et la marchandisation des savoirs, rendant notre enseignement toujours moins accessible, toujours plus cher et plus inégalitaire.

Attaque globale, offensive globale ! Les gouvernements ont organisé l'application de ces mesures dans les différents pays de manière décalée afin de freiner la résistance. Les mouvements de lutte contre Bologne se sont montrés d'une grande vigueur mais sont globalement restés divisés et dispersés, sans parvenir à se coordonner et à s'unir à l'échelle européenne. L'heure est à l'unité ! Les 22-24 mars, à Paris, les sections bruxelloises des étudiant-e-s FGTEB, aux côtés de nombreux-ses travailleurs-euses d'autres organisations syndicales, ont décidé de commencer à poser les bases de cette solidarité, de cette unité et de cette lutte au-delà des frontières. Nous y avons rencontré d'autres

organisations syndicales étudiantes – se revendiquant d’un syndicalisme démocratique, combatif, internationaliste et indépendant des gouvernements – prêtes à lutter avec leurs camarades étudiant-e-s à l’échelle internationale. Ces rencontres ont d’emblée pris une dimension concrète, au travers de divers actions et campagnes communes, initiées notamment au niveau étudiant (cf. motion commune, annexe A, et compte-rendu de la délégation, annexe B). Notre USE doit poursuivre cette démarche et continuer à renforcer ces liens en vue d’avancer dans la coordination des mouvements étudiants internationaux. Le droit de chacun de bénéficier d’un enseignement public, gratuit, critique et émancipateur ne pourra être garanti qu’à travers une lutte unifiée à l’échelle internationale. Seule une lutte internationale menée conjointement par les étudiants et les travailleurs permettra de construire une société basées sur les besoins de tou-te-s et non gérées pour augmenter les profits de quelques-uns.

Il est certain qu’il s’agit d’un travail de long terme qui se fera en plusieurs étapes. Nous devons renforcer nos liens avec d’autres organisations étudiantes de lutte dans l’objectif d’impulser des rencontres communes, d’avancer dans le partage d’information et de contact, de mettre en place des appels et des actions de solidarité avec les luttes en cours dans d’autres pays ainsi que des campagnes communes unitaires autour de revendications et d’objectifs communs. Ce travail s’inscrit dans la perspective de créer un véritable réseau étudiant international.

Dans l’immédiat, nous tâcherons de participer à la réalisation des actions décidées à Paris et de poursuivre un travail d’échange d’information et de contact.

Le réseau «Muitos jovens, uma só luta» («Beaucoup de jeunes, une seule lutte») a été créé à l’occasion d’une 1<sup>ère</sup> Réunion Internationale du Syndicalisme Alternatif à São Paulo, en mai 2012. La CLASSE du Québec l’a endossé en août 2012, dans le contexte de la grève historique contre la hausse des frais d’inscription. Nous décidons de rejoindre ce réseau en signant son manifeste «Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front» (annexe C), dans l’objectif de le construire et de le renforcer.

## **A. Motion des organisations syndicales étudiantes présentes à la Rencontre Internationale du Syndicalisme Alternatif des 22-24 mars à Paris**

Les étudiants ont toujours joué un grand rôle dans les luttes, souvent aux côtés des travailleurs, notamment en mai 68 dont on fête les 45 ans cette année. Aujourd'hui, ils sont très actifs pour la défense de l'éducation publique face à l'austérité et à la marchandisation de l'enseignement. Les attaques sur l'éducation se font de manière internationale, il faut donc résister à la même échelle en se coordonnant avec nos camarades des autres pays.

Nous nous sommes rencontrés avec les organisations étudiantes présentes à cette rencontre : ANEL du Brésil, Solidaires étudiant-e-s de France, les sections bruxelloises des étudiant-e-s FGTB de Belgique et SUD étudiant-e-s et jeunes précaires de Suisse.

Nous mettrons en place des initiatives suivantes :

1. Le 14 mai, nous ferons une action symbolique pour commémorer Mai 68.
2. En septembre, nous mènerons une première action internationale pour lutter pour une éducation publique, gratuite et de qualité – condition indispensable de l'émancipation sociale.
3. Du 30 mai au 2 juin se tiendra le deuxième congrès d'ANEL, ouvert à tous les étudiants.
4. Nous continuerons à coordonner des actions étudiantes à l'échelle européenne et internationale.

Vive l'unité étudiant-e-s travailleurs-euses !

Vive les luttes internationales !

ANEL (Brésil)  
Solidaires étudiant-e-s (France)  
Sections bruxelloises des étudiant-e-s FGTB (Belgique)  
SUD étudiant-e-s et jeunes précaires (Suisse)

## **B. Compte-rendu de la délégation des Sections bruxelloises des étudiant-e-s FGTB à la Rencontre Internationale du Syndicalisme Alternatif des 22-24 mars à Paris**

Nous avons participé à la Rencontre Internationale du Syndicalisme Alternatif ces 22-24 mars à Paris. Plus de 250 délégués, venant de 32 pays, étaient présents, parmi lesquelles les organisateurs – Solidaires (France), CSPConlutas (Brésil) et CGT (Espagne) – ainsi que le RMT (transport anglais), la CNE, des syndicats de base d'Italie, d'Espagne, d'Indonésie, du Pérou, du Chili, d'Argentine, d'Haïti, du Maroc, d'Algérie...

Au cours du premier débat, les différentes délégations ont rapporté leurs expériences de lutte face aux attaques du patronat et des gouvernements. Ces exposés nous ont démontrés que quelque soit le pays d'où ils venaient, les attaques du patronat et des gouvernements étaient les mêmes et résultaient d'une même stratégie de faire payer la crise aux travailleurs à travers la privatisation des services publics, les attaques au droit du travail, les licenciements, les délocalisations, les fermetures, mais aussi le paiement de la dette publique aux banques via les mesures d'austérité sous l'argument que les travailleurs et les peuples auraient vécu au-dessus de leurs moyens et devraient en assumer les conséquences... Ces attaques recevaient partout dans le monde l'appui des bureaucraties syndicales qui ont abandonné la lutte au profit d'une soit-disant concertation sociale. Ces bureaucraties furent souvent dénoncées.

Les représentants présents se sont prononcés pour un syndicalisme de lutte, affirmant la nécessité de construire un rapport de force en faveur des travailleurs et de se coordonner à l'échelle nationale et internationale. Il n'y a pas de retour en arrière ni de solutions possible dans le capitalisme. Ce syndicalisme doit viser une «transformation radicale de la société», mais sans que cette expression soit clairement définie.

Au milieu de toutes ces prises de parole, certaines délégations ont affirmé la nécessité de joindre la parole aux actes afin de concrétiser cette solidarité par des actions et des campagnes communes. Didi, de la CSP-Conlutas, a dégagé quatre pistes de campagne, rassemblant les différents combats exprimés par les délégations : 1° contre la crise économique mondiale et l'austérité, la promotion de la grève générale continentale ; 2° le soutien à la lutte anti-impérialiste, notamment celle du peuple Palestinien ; 3° contre la répression des activistes, des syndicalistes et des mouvements sociaux ; 4° la lutte contre les oppressions de genre, d'origine ethnique, d'orientation sexuelle... Les grandes lignes d'une déclaration commune pour le 1<sup>er</sup> Mai ont été adoptées. Le texte final arrivera le 10 avril et pourra être signé. Ce texte promeut le syndicalisme de lutte via la démocratie directe au sein des syndicats (les assemblées), l'internationalisme de lutte, la grève générale continentale et internationale.

Les délégations se sont également retrouvées par secteur. Au niveau étudiants, les délégations d'ANEL (Brésil), de Solidaires étudiant-e-s (France) et de Sud étudiant-e-s et précaires (Suisse), ainsi que nous-mêmes, se sont rencontrées. Nous avons décidé de structurer notre lutte à l'échelle internationale et européenne. Nous avons adopté une motion que nous avons présenté devant l'assemblée (cf. annexe A). Hormis la prise de contact et l'échange d'expérience, nous avons décidé de proposer la mise en place

d'action concrète : 1° le 14 mars pour commémorer Mai 68 ; 2° le lancement d'une campagne européenne sur la gratuité de la formation avant l'été ; 3° en septembre, une action coordonnée au niveau internationale pour la gratuité de l'enseignement. Nous avons personnellement eu l'occasion de partager nos expériences avec des militants de Batay Ouvriye (Haïti), de Turquie, du Maroc (secteur de l'éducation), des métallos qui ont mené la lutte contre GM au Brésil et dans l'occupation de Pinheirinho. Nous avons aussi rencontré des militants du secteur de l'éducation à Lille qui nous ont proposé, à la CNE et à nous-même, de participer ensemble à une rencontre à Lille. Nous avons été personnellement invité au deuxième Congrès d'ANEL (Conlutas) qui aura lieu du 30 mai au 2 juin au Brésil, ainsi qu'à rejoindre le réseau déjà constitué «Muitos jovens uma só luta» («Beaucoup de jeunes, une seule lutte»), regroupant initialement des organisations étudiantes de lutte du Chili, de Costa Rica, du Brésil, du Pérou, de Californie, d'Angleterre et d'Espagne, auxquelles s'est jointe la CLASSE du Québec.

Ce fut une expérience particulièrement intéressante et constructive qui nous a conduit à réfléchir à la nécessité d'une alternative syndicale organisée de lutte en Belgique. Nous sommes fiers d'avoir posé les jalons pour des actions concrètes internationales avec nos camarades étudiant-e-s !

Vive l'unité travailleurs-ses étudiant-e-s !

Vive la lutte internationale !

## **C. Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front**

Manifeste «Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front» endossé, notamment, par ANEL (Assemblée Nationale des Étudiants – Libre, Brésil) et la CLASSE (Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, Québec).

Lors de son congrès des 11 et 12 août 2012, la CLASSE a adopté le Manifeste «Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front». Ce texte, déjà endossé par des dizaines d'organisations étudiantes à travers le monde, rappelle que la lutte des étudiantes et étudiants du Québec se fait aussi en solidarité avec les centaines de milliers de jeunes, d'étudiants et d'étudiantes qui luttent à travers la planète pour une éducation accessible, publique et de qualité.

En 2008, le monde a été secoué par une crise économique qui a eu de profondes conséquences. On ne peut comparer cette crise qu'à celle de 1929. Frappant de plein fouet au cœur du système, elle a d'abord ébranlé les États-Unis, puis s'est propagée avec davantage de véhémence en Europe. Les effets qui en découlent sont maintenant observables sur toute la planète.

Les gouvernements ont tous réagi de manière similaire aux menaces de cette crise : ils ont fait payer les jeunes et les travailleur(euse)s. Ils se sont arrimés aux banques et aux grandes entreprises qui refusent une réduction de leurs profits. Ensemble, ils ont élaboré des plans d'austérité sans égards aux droits acquis historiquement par la classe ouvrière, résultant en des mises à pied et une détérioration des conditions de travail, laissant la jeunesse devant un futur inquiétant.

Les jeunes d'aujourd'hui, qui expérimentent les débuts de cette crise pernicieuse, devront composer avec des conditions de vie encore plus difficiles que celles des générations précédentes. Dans le monde arabe et en Europe, les taux de chômage dressent un portrait terrifiant ; l'Espagne en est un exemple, plus de la moitié de la population y est sans emploi. Parmi les victimes de la crise, les immigrant(e)s, les femmes, les minorités visibles et la communauté LGBT risquent aussi d'en souffrir davantage puisqu'ils et elles sont quotidiennement victimes de préjugés, qu'ils et elles ont les emplois les plus précaires et les salaires les plus bas. La révolte des jeunes noir(e)s des ghettos de Londres de 2010 en est une illustration. Ils et elles se sont fait marginaliser par la presse internationale ainsi que par leur gouvernement.

La crise économique imprègne aussi fortement le système d'éducation et, au-delà des différences nationales, son impérialisme attaque l'accessibilité et la qualité de l'enseignement à tous les niveaux d'éducation. Chaque année, les gouvernements réduisent l'enveloppe budgétaire réservée à l'éducation, révélant ainsi qu'elle n'est pas considérée comme une priorité. Des infrastructures et des édifices précaires, un manque d'enseignant(e)s et de professeur(e)s, des aides à l'enseignement sous-qualifié(e)s et des lacunes dans l'aide financière aux études ne sont que des exemples des multiples conséquences de ces coupes.

Une nouvelle vision mise en œuvre de nos jours pour les universités aggrave d'au-

tant plus la situation. Elle transforme les études supérieures en formations techniques arrimées aux besoins du marché, détruisant du même coup le mandat de base des universités pour l'enseignement, la recherche et la diffusion des connaissances. Parallèlement, ce projet fait la promotion d'une augmentation des inscriptions sans toutefois compenser par un accroissement du financement universitaire.

Conséquemment, les institutions académiques se privatisent. D'une part, on alourdit le fardeau économique des étudiant(e)s et d'autre part, les universités s'assujettissent aux grandes entreprises qui acquièrent ainsi un contrôle direct de la recherche et des laboratoires.

Il est primordial que l'accès à une éducation gratuite, publique et de grande qualité soit défendu comme un droit individuel inaliénable. Nous exigeons un plus grand financement de l'éducation puisque c'est la seule manière d'universaliser l'accès à l'éducation et de garantir l'aide financière aux études, de soutenir les cafétérias, les logements étudiants et les garderies. Nous devons appuyer la démocratisation des processus de prise de décision internes. En ce sens, nous devons garantir la souveraineté des universités de manière à ce que les décisions soient prises par l'ensemble de la communauté universitaire.

Chaque confrontation avec les dictatures et les plans d'austérité met en lumière une revendication essentielle de la jeunesse : la défense d'une éducation publique de grande qualité qui répond aux besoins et aux intérêts du peuple. Comme il est écrit sur les panneaux de la Plaza del Sol en Espagne : si notre génération n'a pas assez d'éducation, d'emplois, de logements et d'assurance maladie, notre génération en est aussi une qui n'a pas peur. De nombreuses luttes héroïques autour du globe en attestent. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les jeunes ont mené de vraies révolutions. Ils ont renversé des dictatures qui gouvernaient de manière brutale et oppressive depuis une trentaine d'années. Ces jeunes émergent comme un exemple à suivre pour le monde entier. Ils et elles ont vaincu les dictatures de Tunisie, d'Égypte, de Libye et du Yémen. Ils et elles font maintenant face à une guerre civile en Syrie. L'occupation de 18 jours de la Place Tahir a inspiré la nouvelle vague de luttes à travers le monde. Cette méthode d'occupation des places publiques est devenue un symbole pour les mobilisations émergentes.

La jeunesse a aussi fait preuve d'une grande force de détermination pour la lutte et la résistance en Grèce, en Espagne, en Angleterre, au Portugal, en Italie, en France. Tandis que la crise économique menace l'avenir de la jeunesse, nous avons pris la rue, occupé les places publiques et les universités, nous avons défié la répression et les gouvernements. Aux États-Unis, le mouvement Occupy a initié des manifestations majeures à l'échelle mondiale, des manifestations d'une ampleur inégalée depuis des décennies. En Amérique latine, usant de fortes doses de créativité et de courage, les étudiant(e)s du Chili ont mis sur pied une mobilisation extraordinaire contre la privatisation de l'éducation publique. Toutes ces luttes ont fait face à une forte répression. Les gouvernements se sont efforcés de faire taire par la force les cris indignés de la jeunesse et ce, par tous les moyens nécessaires. Nous avons été témoins de centaines de morts, de milliers de prisonnier(ère)s politiques, de nombreux gaz lacrymogènes, bombes, balles de plastiques et armes létales. Malgré tout cela, la résistance s'intensifie.

Nous devons apprendre de cette époque de grandes confrontations. En tant qu'alliées

stratégiques pour la lutte, la jeunesse et la classe ouvrière organisée doivent unir leurs forces. Nous devons lever bien haut l'étendard de la solidarité entre travailleur(euse)s et étudiant(e)s afin que renaisse l'esprit de Mai '68 et ces autres grandes luttes historiques. Cette union combine l'énergie explosive de la jeunesse à l'expérience et au pouvoir de ceux qui produisent la richesse de nos sociétés. C'est seulement à travers cette alliance qu'il a été possible de renverser les dictatures du monde arabe. Ce n'est pas par hasard que la veille de la chute de Mubarak, les travailleur(euse)s du Canal de Suez ont tenu une grève de trois jours. Seulement par cette alliance a-t-il été possible de vaincre les plans d'austérité et d'assurer que ce ne soit pas les jeunes et les travailleur(euse)s qui paient pour la crise.

Nous devons aussi retenir que chaque lutte menée par les étudiant(e)s et, plus largement par la jeunesse, doit servir à renforcer nos organisations de manière démocratique, indépendante et solidaire avec les travailleur(euse)s. Par ailleurs, ces organisations devraient avoir parmi leurs priorités l'objectif de créer un réseau de liens au niveau international. Malgré les différences socioéconomiques et culturelles entre les pays, ainsi que le rythme et la forme que prendra cette crise économique, il y a une chose dont nous pouvons être certain(e)s : notre génération fait face à une même réalité. Si on nous attaque globalement, nous devons aussi répondre globalement.

Nous devons établir des liens puissants entre les différentes associations de la jeunesse afin d'organiser la lutte et pouvoir ainsi rêver à un avenir meilleur. Armé(e)s d'un esprit combatif, d'une volonté de résistance et d'intrépidité, nous invitons toutes les organisations de jeunes et d'étudiant(e)s à joindre cette lutte.

Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front.

Source

Vidéo de lancement du réseau «Muitos jovens, uma só luta»